Chiffres du chômage : repartir à la conquête

Publié le 27 janvier 2015

L’année 2014 se termine malheureusement par une nouvelle dégradation de la situation sur le front du chômage. Cet indicateur reflète également la difficulté de la situation économique pour les entreprises françaises, notamment les plus petites.

Le manque de croissance, l’absence de flexibilité du marché du travail, la complexité de notre fiscalité et son caractère anti-investissement, le poids excessif de nos dépenses publiques sont autant de charges qui pèsent sur la capacité des entreprises à pouvoir embaucher.

Ce dernier chiffre interpelle et invite à accélérer les premières réformes engagées, qu’il faut saluer par ailleurs. Celles-ci doivent se traduire impérativement par une baisse des contraintes sociales et fiscales pesant sur les entreprises (notamment les TPE et PME), une baisse continue et résolue des charges, et une réforme en profondeur de l’action publique.

Passer à un dialogue social de construction

Le MEDEF regrette à cet égard l’échec collectif de la dernière négociation sur la Modernisation du Dialogue Social. Le projet élaboré en commun n’a pas abouti, alors qu’il aurait permis de changer radicalement de paradigme et de passer enfin d’un dialogue social de posture et d’opposition à un dialogue social de terrain et de construction. Le MEDEF a pris note de la volonté du gouvernement d’avancer sur ce sujet, mais il rappelle que toute réforme doit être engagée avec l’objectif de simplifier, de lever les contraintes, de redonner du sens en fondant le dialogue sur la confiance et de baisser les coûts pesant sur les entreprises pour, in fine, relancer la dynamique de création d'emplois.

Par ailleurs, il faut désormais créer les conditions de la croissance, en menant des réformes sectorielles pour le court terme et en se redonnant une ambition commune pour le moyen terme. Le MEDEF a proposé ces derniers mois deux initiatives dans ce sens (le projet « 1 million d’emplois » et la proposition d’un agenda 2020 qui soit largement partagé). Il regrette que ces initiatives n’aient pas été reprises avec la vigueur nécessaire par le gouvernement et continuera à les promouvoir.

Pour Pierre Gattaz, président du MEDEF : « *Le chômage n’est pas une fatalité indépassable. Mais il faut poursuivre et amplifier les réformes nécessaires, en dépassant les fausses peurs, et en s’inscrivant dans un objectif collectif ambitieux et responsable. C’est l’objectif du MEDEF depuis de nombreux mois et nous continuerons à impulser les débats indispensables et à proposer des réformes. Il y a urgence. Il faut tout faire pour l'emploi.* »